



Travail social et femmes de l'an 2000 : les défis de l'avenir

Michèle Bourgon

Volume 37, numéro 1-2, 1988

Par-delà les barrières des sexes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706383ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706383ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Cet article rend compte d'une enquête menée en 1987 par le Y.W.C.A. de Montréal en vue de dresser un portrait des besoins prospectifs des montréalaises de l'an 2000. À partir d'entrevues menées auprès de femmes dont l'expérience ou la situation professionnelle laissaient supposer une grande capacité de prospective, leurs propos ont été regroupés autour de six grands thèmes : les rapports intra-familiaux, le monde du travail salarié, le vieillissement, l'immigration, le mouvement des femmes et les nouvelles technologies ayant trait à la maternité.

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bourgon, M. (1988). Travail social et femmes de l'an 2000 : les défis de l'avenir. *Service social*, 37(1-2), 14-35. <https://doi.org/10.7202/706383ar>

BOURGON, Michèle, professeure au
Département de travail social de
l'Université du Québec à Montréal.

Travail social et femmes de l'an 2000 : les défis de l'avenir *

Michèle Bourgon

À l'aube des années 1990 et à la fin de ce siècle qui l'a vu se développer comme institution, le travail social est remis en cause dans tous les pays occidentaux. Il est contesté dans sa pratique et dans son rôle : les gouvernements, les sociétés dans lesquelles il évolue, ont des priorités et des valeurs qui correspondent de moins en moins à celles pour lesquelles le travail social a été fondé. On assiste en fait à un revirement capital vers ce que l'on pourrait appeler la « droite » aux plans idéologique, politique et économique. Ce revirement — cette émergence de ce que les médias ont appelé la « nouvelle droite » en Europe ou le « néo-conservatisme » en Amérique du Nord — remet en cause les acquis sociaux des trente dernières années. Et là où on voyait une obligation, une responsabilité sociale évidente, on se pose maintenant la question « est-ce un bon investissement ? » et on n'hésite pas à remettre en cause des droits et des services qui, il y a quelques années, étaient présentés comme un progrès social.

C'est ce qui ressort de l'ensemble des interventions faites lors de la dernière Conférence mondiale des travailleurs sociaux à Stockholm, fin juillet 1988, et où la représentation canadienne de soixante-dix personnes était, toutes proportions gardées, fort importante. L'ensemble des participantes et participants ont fait part de leurs inquiétudes et il suffit de citer quelques titres de présentations — « The New Conservatism In Private Practice », « Travail social et valeurs discordantes dans l'État-providence », « The New Conservatism And Social Work Privatization Of Social Services And Health Care », « À cheval sur la nouvelle vague : le travail social et le défi néo-conservateur », « Victorian Values : The Effect Of The Effect Of The New Conservatism In The U.K. »¹ — pour comprendre à quel point cette nouvelle conjoncture touche de près le

travail social. Un représentant belge, M. George Rémion, a fort bien résumé la situation lorsqu'il a affirmé que :

« La pratique du "social" est fondamentalement interrogée — le contexte est celui de la crise [...] Dans ce contexte, le "social" est mis en difficulté politique et l'on se rend compte soudain de sa stricte dépendance par rapport à la conjoncture [...] On lui fait comprendre qu'il pèse trop lourd pour les pouvoirs publics et qu'il doit justifier son efficacité sociale et sa gestion. Bonne question et mauvaise question à la fois [...] Bonne question parce que le "social" doit pouvoir apporter la preuve de la rigueur, de la pertinence et de la cohérence de sa fonction [...] Mauvaise question parce qu'elle est posée par ceux qui, au niveau des responsabilités, sont ceux qui attendent du "social" qu'il résorbe les problèmes, les dysfonctionnements et les effets pervers ou négatifs de la société qu'ils ont mis en place [...] »²

Mais qu'en est-il au juste de cette nouvelle conjoncture ? Quels acquis sociaux ce revirement de droite, « ce contexte de crise » remet-il en question ? Ramesh Mishra du Canada,³ dans une allocution fort appréciée, identifiait ces principaux acquis. D'abord celui du droit au travail qui visait le plein emploi ou tout au moins un très bas taux de chômage. Ensuite celui de l'accès libre et gratuit à un éventail de services sociaux qui rencontrent les besoins de base tels que la sécurité de revenu, les soins médicaux, l'éducation et l'habitation. Finalement, l'assurance de services d'assistance (le *safety-net* anglais) à ceux et celles qui se retrouvent dans une situation dite exceptionnelle, par exemple les chômeurs ou les assistées sociales. Le fait que ces acquis de base qui ont été la fierté de plusieurs pays occidentaux, dont le Canada, soient remis en cause à ce moment-ci de notre histoire⁴ peut et doit nous laisser songeurs et songeuses. Mishra pour sa part en tire les deux leçons suivantes. D'abord celle de reconnaître que, dans un contexte où les riches demeurent riches et les pauvres demeurent pauvres,⁵ le monde de la sécurité sociale est impliqué dans une lutte à caractère essentiellement politique et idéologique plutôt qu'à caractère strictement économique comme nous le laisseraient entendre nos politiciens actuels. Il n'est pas question ici uniquement de sous : il s'agit également de savoir *pour qui* et *pourquoi* ces sous seront utilisés — c'est-à-dire à quel projet de société nous souscrivons, en tant que collectivité.

La deuxième leçon que tire Mishra de la remise en question néo-conservatrice des acquis sociaux des trente dernières années se résume plutôt à un constat : qu'il est possible de diriger les sociétés capitalistes (et nous pourrions ajouter patriarcales) du monde occidental de façon démocratique tout en faisant taire complètement la conscience sociale.

Pour une profession composée en majorité de professionnels et dont la clientèle est à majorité féminine, on peut s'inquiéter des effets de tels revirements socio-politiques, économiques et idéologiques vont avoir dans les années à venir. Toute contrainte, toute coupure dans les services aura un impact évident et négatif sur la situation des femmes en général et sur la pratique sociale en particulier. De nombreuses études ont déjà porté sur le sujet :⁶ toutes démontrent de façon « scientifique » ce que praticiennes des services sociaux et groupes de femmes soupçonnent de façon « viscérale » depuis plusieurs mois : que les effets des politiques qui découlent du revirement néo-conservateur des dernières années touchent toutes les femmes de près. À titre d'exemple, on peut penser aux pratiques de désinstitutionnalisation qui ont cours en ce moment au Québec. Une recherche récente⁷ démontre clairement que ces pratiques, présentées comme plus humanitaires et plus proches des gens, dépendent en grande partie du travail gratuit ou mal payé des femmes.

Ce sont de tels constats et de telles préoccupations qui m'incitent à publier cet article qui rend compte d'une enquête menée l'an dernier par le « Young Women Catholic Association » de Montréal en vue de dresser un portrait des besoins « prospectifs » des montréalaises de l'an 2000. Dans les pages qui suivent, je donnerai d'abord le cadre général de l'enquête dont il est question. Je rendrai compte ensuite des propos qui s'y sont dégagés en les classant sous six grands thèmes principaux :

- Familles multi-format ou les rapports hommes/femmes/enfants
- Monde du travail salarié
- Vieillesse
- Immigration
- Mouvement des femmes
- Maternité/nouvelles technologies

Finalement, j'identifierai brièvement les trois principales préoccupations qu'ont exprimées les femmes interrogées face à la pratique sociale de demain soit : celle de contrecarrer les pratiques sur-spécialisées ; celle de développer des pratiques qui tiennent davantage compte des femmes sans voix de notre société et celle d'intégrer à nos discours et nos pratiques les réalités des filles et des jeunes femmes.

Cadre de l'enquête

À quels problèmes majeurs va être confrontée la population féminine à la fin du siècle ? Quels services le « Y » pourrait-il offrir aux femmes de l'an 2000 ? Comment prévoir l'évolution d'une société dans un contexte où l'existence et la fonction même des droits et des services sociaux sont

remises en cause ? Comment éviter une planification axée sur les crises qui vise à répondre à des besoins purement ponctuels et ainsi avoir toujours l'impression d'être à la remorque des événements ? Finalement comment, dans un contexte objectif d'insuffisance de ressources pour la population féminine, éviter le danger de dédoubler les services offerts ailleurs par d'autres groupes de femmes ?

Ce sont de telles questions qui ont amené le « Y » à fouiller davantage ce que pouvaient réserver les années à venir. L'enquête dont il est question dans le présent article devait servir de première étape, une sorte de déblayage d'un « matériel brut » qui visait à identifier des pistes et des domaines à approfondir dans une recherche plus formelle à venir. Elle devait également servir de toile de fond pour des discussions entre les intervenantes du « Y » et celles de d'autres groupes de femmes de Montréal portant sur les services à développer dans les prochaines années.

Avec ces objectifs en tête, les membres du comité de planification du « Y » ont identifié treize Québécoises qui, selon elles, étaient aptes à dégager les grandes tendances des années à venir. Leurs critères étaient de choisir des femmes reconnues dans leur milieu et dont l'expérience ou la situation professionnelle laissaient supposer une grande capacité de « prospective ». Enfin, ces femmes devaient être disponibles durant les mois d'été 1987, seul temps prévu pour les rencontrer.

Les quatre femmes intervieweuses ont donc convenu d'un canevas d'entrevue et se sont partagé les rencontres avec :

- Madame Claire Bonenfant, ex-présidente du Conseil du statut de la femme ;
- Madame Madeleine Rochon, démographe, Ministère de la santé et des services sociaux ;
- Madame Louise Leboeuf, Front commun des assistés sociaux ;
- Madame Lise Payette, auteure ;
- Madame Yvette Brunet, présidente, Association québécoise pour la défense des droits des retraités et des pré-retraités ;
- Madame Rosette Côté, vice-présidente, Centrale de l'enseignement du Québec ;
- Madame Louise Vandelac, professeure, Université du Québec à Montréal ;
- Madame Michèle Jean, sous-ministre, Ministère du revenu et de la main-d'œuvre ;
- Madame Léa Cousineau, ex-agente de développement au Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal et conseillère municipale du Regroupement des citoyens de Montréal ;
- Madame Juanita Westmoreland-Traoré, présidente, Conseil des communautés culturelles ;

- Madame Jennifer Stoddart, Commission des droits de la personne ;
- Madame Pat Armstrong, professeure, Collège Vanier ;
- Madame Louise Auclair, directrice de la résidence et des services sociaux, Y.W.C.A., Montréal.

Les entrevues, d'une durée d'une à deux heures, suivaient plus ou moins le guide convenu et avaient souvent un aspect informel, peut-être moins rigoureux, mais d'une grande qualité d'expression.

Ayant ainsi recueilli plus de vingt heures d'entretien au magnétophone, le « Y » a fait appel au Service à la collectivité de l'UQAM pour ordonner le contenu, en faire la synthèse et en dégager les grands traits. Ce dernier m'a contactée sachant que j'avais déjà travaillé avec l'organisme auparavant.

Pour chacun des thèmes qui suit, on retrouvera deux parties, soit les points principaux des témoignages et la prospective.

Familles multi-format ou les rapports hommes/femmes/enfants

Points principaux des entrevues

Toutes les femmes interviewées s'entendent pour dire que l'évolution rapide qu'a connue la société québécoise depuis les vingt dernières années a amené, entre autres, l'éclatement de la famille dite traditionnelle, c'est-à-dire formée de deux parents et de leurs enfants communs. Cet éclatement, vu par la plupart d'entre elles de façon positive en autant qu'il peut permettre une redéfinition des rapports hommes/femmes, hommes/enfants, femmes/enfants, provoque néanmoins des changements profonds, parfois très difficiles à vivre pour les personnes concernées et dont les effets à long terme sont presque impossibles à mesurer. Ceci amène les treize femmes de l'enquête à poser leurs diagnostics et leurs prédictions en termes de questions plutôt qu'en termes d'affirmations.

Au sujet des enfants notamment, elles s'interrogent sur les effets de ces « nouvelles familles » qui viennent de la séparation. « Nous avons été la génération de la chicane parentale, nos enfants seront ceux de la séparation parentale ». Ils vont devoir se redéfinir une nouvelle réalité... les aidons-nous à le faire selon leurs expériences à eux ? Sommes-nous en mesure de le faire ? Nous, les mères féministes, avons donné à nos filles beaucoup plus des modèles de rejet et de contestation que de conciliation et de rechange, comment se débrouilleront-elles dans une

société où les valeurs face à la famille, face au couple demeurent, malgré tout, assez traditionnelles ? La conciliation du *féminisme* et de la *famille* n'est pas toujours facile à faire et, pour plusieurs interviewées, il ne semble pas que les acquis du mouvement des femmes au niveau de la vie « publique » aient été transférés dans les fondements de la vie « privée » au sein de la famille. Les femmes sont encore tenues et se tiennent encore responsables du bien-être physique et mental de tous les membres de l'unité familiale. Ceci veut dire, par exemple, qu'elles risquent fort d'être les plus affectées par les politiques de désinstitutionnalisation mises de l'avant par l'État, car ce sont elles qui soigneront leurs vieux parents et leurs enfants handicapés quand ces derniers se retrouveront dans la communauté.

La *solitude* et les diverses façons de la vivre, pour les femmes, reviennent souvent dans les témoignages. Les femmes seules ne sont plus aussi heureuses qu'elles l'étaient dans les années 1970. Approchant la quarantaine, elles ont la nostalgie du couple et de l'amour même si, d'un autre côté, elles savent très bien qu'il est très difficile de vivre un rapport satisfaisant avec un homme à notre époque, ce qui rend leur état d'autant plus pénible. De façon unanime, les interviewées ont toutes parlé de la situation affective difficile des femmes en ce moment et pour les années à venir. Les réalités qui les touchent, les vident : monoparentalité sans support financier et émotif, divorces longs et pénibles, isolement, conditions d'habitation difficiles, etc. Elles se sentent peu valorisées par une société qui, par exemple, ne respecte que la bi-parentalité, quand de leur côté, elles luttent pour leur survie et celle de leurs enfants seules et sans aide. Est-il surprenant alors que les femmes du Québec, dans de telles conditions, hésitent avant d'avoir des enfants — hésitations qui, soit dit en passant, leur valent des accusations d'être égoïstes... et destructrices de la race !

La *violence envers les femmes* dans le milieu familial prend une place centrale dans les préoccupations. Les femmes interviewées l'attribuent principalement à la situation d'infériorité économique dans laquelle se retrouve encore une très grande majorité des femmes. Certaines ont également mentionné que cette violence pourrait augmenter car les femmes revendiquent plus, sans que les hommes, eux, aient modifié leurs façons brutales de réagir. D'autres ont noté que cette violence semble de plus en plus être définie en termes légaux, ce qui peut avoir comme conséquence de cacher le sens socio-politique du geste posé.

Les *conditions d'habitation* sont un sujet de préoccupation pour plusieurs des femmes interviewées. Elles constatent toutes un manque flagrant de logements à prix modique et voient les femmes seules et les femmes avec de jeunes enfants comme étant les premières touchées

par cet état de fait. Cette situation, loin d'aller en s'améliorant, risque fort de se détériorer encore davantage avec le phénomène du vieillissement de la population. De plus en plus de femmes se retrouvent seules, sans beaucoup d'argent pour vivre, et le prix des logements ne cesse d'augmenter. De plus, on note qu'il existe peu d'endroits « intermédiaires » où peuvent aller les femmes qui quittent une situation de violence ou une hospitalisation psychiatrique. Elles doivent souvent quitter des centres d'hébergement d'urgence sans autre endroit où aller et sans bénéficier d'un support dont elles disent avoir si grandement besoin.

La garde des enfants est aussi un sujet très important pour les femmes de l'enquête. Sous sa forme actuelle, elle piège les femmes et les épuise physiquement et psychologiquement. Cependant, certaines pratiques récentes en matière de garde partagée, notamment celles mises de l'avant par des groupes de pères américains, laissent la plupart d'entre elles méfiantes et sur leur garde puisque ces nouvelles pratiques risquent de placer la femme dans une position désavantageuse où le fardeau de la preuve (c'est-à-dire pourquoi la garde partagée est inappropriée) reposera uniquement sur ses épaules.

Prospective

Sous ce thème, les femmes interrogées ont souligné des points qui leur semblent déterminants pour l'avenir, ou du moins qui peuvent avoir un impact important sur la vie des femmes. Ce sont ces aspects que le mouvement et les organismes féministes — comme le « Y » — devront surveiller, parce qu'ils vont amener des situations nouvelles qui pourraient créer des difficultés pour les femmes.

La réforme fiscale entreprise par les gouvernements risque d'avantager le couple par opposition aux individus et ainsi pénaliser les femmes seules avec des enfants. De même, les nouvelles politiques de la famille sont tentées d'encourager — sur les plans social, idéologique et matériel — la famille traditionnelle. Les modifications dans les pratiques de garde d'enfants en cas de séparation et le développement des services de garde doivent être surveillés de près. Enfin, les services offerts aux femmes battues doivent être intégrés à un ensemble de mesures visant à améliorer l'accès aux ressources, alors que l'écueil pourrait être qu'ils soient des palliatifs conjoncturels.

Monde du travail salarié

Points principaux des entrevues

Les personnes interrogées reconnaissent unanimement que « on a lutté pour que les femmes puissent intégrer le marché du travail », et maintenant « il faut lutter pour modifier ce monde du travail dans ses règles quotidiennes ». Elles estiment qu'il y a conflit continu entre le monde du travail/de la production et le monde de la maison/de la reproduction et qu'il existe peu de ponts formels entre les deux au plan des valeurs, des lois et des méthodes de travail. Les femmes paient cher leur volonté de vouloir concilier ces deux mondes. Malgré ceci, toutes les personnes interrogées reconnaissent, qu'en ce moment, l'accès au marché du travail demeure pour la plupart des femmes la seule arme qui puisse les protéger contre la pauvreté. Fait important à noter, c'est au sujet de ce thème-ci que les interviewées ont le plus souligné l'importance de tenir compte de la variable classe sociale ; il faut ainsi éviter de généraliser à partir des expériences de femmes bourgeoises qui bénéficient souvent de l'aide d'autres femmes (c'est-à-dire gardiennes, femmes de ménage) pour pouvoir arriver. La grande majorité n'ont pas encore accès à de telles ressources.

On a finalement *peu de données* sur ce que vivent les femmes dans ce monde du travail. Entre autres, sur les conditions difficiles qui sont faites aux jeunes femmes dans la vingtaine, qui écopent des effets de la crise économique et qui ne jouissent d'aucun des bénéfices sociaux que leurs aînées syndiquées ont obtenu au cours des années soixante-dix. De plus en plus d'entre elles se retrouvent dans des emplois de services difficilement syndiquables et dont les conditions de travail laissent beaucoup à désirer (par exemple : serveuses chez McDonald, femmes de ménage dans les gros édifices). Quelles vont être les conséquences de ces changements sur leur choix d'avoir ou non des enfants, par exemple ? On ne connaît pas plus quels vont être les effets des accords de libre-échange sur la main-d'œuvre féminine, mais tout laisse présager que les domaines dans lesquels elles sont sur-représentées (textile, chaussure, cigarettes) seront fortement touchés dans le sens d'une diminution d'emplois considérable. Que vont faire ces femmes sans formation particulière et qui souvent ne parlent même pas la langue de la majorité ? Où vont-elles aller ? Le corridor pour ces « mises-de-côté » semble de plus en plus étroit et, pour la plupart d'entre elles, va probablement mener au « Bien-être social »...

L'introduction de la bureautique préoccupe plusieurs des femmes de l'enquête. Elles y voient un phénomène important dont on commence

à peine à connaître les effets pour les nombreuses travailleuses directement concernées. Un des principaux défis auxquelles elles ont à faire face sera celui de « contrôler la machine plutôt que de se faire contrôler par elle »... Elles devront lutter pour continuer à donner un sens à ce qu'elles font et pour obtenir des conditions de travail qui leur permettent d'utiliser leurs capacités de penser, de créer et d'agir. Ce ne sera pas une tâche facile car le mouvement syndical commence à peine à considérer l'importance des conditions de travail et à s'organiser en conséquence. Habitué à revendiquer des hausses salariales et le maintien des postes existants et de laisser à l'employeur la responsabilité d'organiser les conditions de travail comme bon lui semble, les syndicats doivent maintenant réajuster leur tir et inventer de nouvelles stratégies de revendication s'ils veulent vraiment défendre les intérêts de ces femmes.

Toutes les femmes de l'enquête s'entendent pour dire que la *réintégration* des femmes au marché du travail salarié doit demeurer une priorité pour les années à venir. Pour certaines d'entre elles, les *cours de formation* demeurent encore le moyen le plus sûr pour atteindre ce but, mais seulement si certaines conditions sont respectées. D'abord celle de s'assurer que l'organisation des cours tienne compte de la double tâche, entre autres en accordant aux femmes un laps de temps suffisant pour pouvoir terminer un programme, ce qui n'est pas le cas actuellement. Ensuite, celle de leur offrir une formation qui tient compte de l'évolution du marché du travail tout en évitant de les cantonner dans des nouveaux ghettos d'emplois féminins qui sont habituellement ceux les moins bien payés et les moins protégés. Une dernière condition consiste en une garantie d'un emploi après formation.

Il est cependant important de noter que, pour certaines femmes de l'enquête, il faut à tout prix éviter de présenter la formation comme une panacée aux nombreuses difficultés auxquelles font face actuellement les femmes sur le marché du travail. Cette tendance à survaloriser l'éducation a souvent un double effet. D'abord celui de laisser croire que les femmes sont dans des positions d'emploi subalternes parce qu'elles n'ont pas la formation et les habiletés nécessaires pour qu'il en soit autrement, ce qui est faux. Elles ont très souvent plus d'éducation formelle et de formation technique que leurs homologues masculins qui, eux, grimpent plus facilement l'échelle. Ensuite celui d'individualiser un problème collectif en tenant chaque femme responsable de sa situation : « Tu n'es pas boss parce que toi, tu n'as pas la formation pour le devenir ». Les raisons qui font que les femmes se retrouvent sur-représentées dans certains emplois et en bas de l'échelle partout dans le monde du travail salarié sont beaucoup plus complexes que ne le laissent entendre de telles explications simplistes...

Cette mise en garde étant faite, c'est la notion même de formation qui doit évoluer si l'on veut tenir compte de la réalité actuelle du monde du travail. D'une vision statique que l'on en avait — on se forme une fois pour toutes dans sa jeunesse — il faudrait plutôt maintenant penser en termes de formation continue, car il est à prévoir que la majorité des gens vont changer d'emploi au moins trois fois dans leur vie.

Toutes les femmes interviewées constatent un *manque d'accès* flagrant pour les femmes aux postes les mieux payés et avec les meilleures conditions de sécurité et de retraite. Elles citent en exemple les emplois de cols bleus, pour la plupart inaccessibles aux femmes, et qui donnent un excellent ratio formation/conditions de travail. Les femmes de classe bourgeoise ont effectivement davantage accès aux professions libérales qu'il y a vingt ans, mais les autres se retrouvent dans le secteur tertiaire, là où les emplois de services sont encore les moins valorisés et les moins payés. Les programmes d'accès à l'égalité sont la cible de critiques sévères ; ils visent davantage à donner bonne conscience à ceux qui les ont conçus qu'à véritablement lutter contre la discrimination institutionnalisée. De plus, on constate que les projections de la place des femmes dans le monde du travail — surtout en ce qui concerne leur accès à des postes de direction — sont difficiles à faire parce qu'elles ne suivent pas toujours une courbe « logique ». D'autres variables que celles du niveau des études ou de présence dans les échelons de cadre intermédiaire jouent dans leur cas ; on pense entre autres aux variables de la famille et de la discrimination institutionnelle par exemple. Un fait demeure : ce sont encore les femmes qui élèvent les enfants !

Pour les *femmes qui veulent rester à la maison*, plusieurs interviewées ont mentionné la nécessité de leur payer un salaire : « pas besoin de chercher de midi à quatorze heures... qu'on les rende autonome ».

Prospective

Les intérêts des femmes devront être davantage pris en compte dans les changements apportés aux lois et au Code du travail et dans les négociations des conventions collectives. Il faudra suivre de près l'évolution du marché du travail, et notamment l'impact de l'accord sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis (certains analystes estiment que c'est la main-d'œuvre féminine qui va en subir le contre-coup). Tout ce qui se rapporte à l'introduction des nouvelles technologies et à leurs conséquences sur le travail des femmes (horaires, rythme, travail à domicile, etc.) est une préoccupation essentielle pour les prochaines années. Et, finalement, il faudra surveiller tout ce qui touche

la formation continue des femmes qui veulent intégrer ou réintégrer le marché du travail salarié afin d'éviter à tout prix que cette formation mène au « couloir des jobs précaires » et au « Bien-être social ».

Vieillesse

Points principaux des entrevues

Toutes les femmes interrogées s'inquiètent des effets qu'aura le vieillissement de la population du Québec dans les années à venir, car ce vieillissement touche les femmes de plus d'une façon. D'abord rappelons ce que nous avons déjà mentionné, dans la section « Familles », à savoir que ce sont elles qui auront à prendre soin des personnes en perte d'autonomie. Mais surtout, les interviewées s'inquiètent du fait que, bien que le vieillissement va en augmentant, les ressources pour s'occuper des personnes âgées — lire femmes âgées — s'en vont en diminuant.

La famille arrivera difficilement à être un véritable support car, malgré les pressions mises sur les femmes pour s'occuper de leurs parents âgés, il est peu probable qu'elles quittent le monde du travail salarié pour le faire. Les communautés religieuses ont, à toutes fins pratiques, disparu et l'État « providence », sérieusement remis en question dans toutes les sociétés occidentales, se désengage de plus en plus de ses obligations sociales. Pour les femmes qui vivent une absence quasi totale d'autonomie financière — et cela représente une très grande majorité d'entre elles — l'avenir va être très dur... Le problème principal auquel ont à faire face actuellement les femmes âgées, à Montréal — et, comme nous l'avons dit plus tôt, rien ne laisse présager que les choses vont changer d'ici peu — c'est le *logement* ; avec 600 \$ (pension et supplément), 500 \$ (pension de veuve), 400 \$ (B.E.S.) par mois, elles ne peuvent pas payer un loyer élevé et, à Montréal en ce moment, il existe peu de logements à prix modique.

La plupart des femmes n'ont pas accès à un *fonds de retraite*, entre autres les femmes monoparentales dont la pauvreté risque d'aller en s'accroissant. Les jeunes femmes, pour leur part, travaillent plus souvent qu'autrement dans les emplois qui n'offrent pas une telle ressource (par exemple : un travail au noir comme gardiennes, ou emplois de services sans bénéfices sociaux comme caissière chez McDonald).

Seule lueur d'espoir au tableau : les femmes âgées de l'an 2000 seront de la génération des contestataires, elles seront plus scolarisées et plus habituées à se défendre. Il pourrait donc y avoir davantage de pressions de leur part.

Prospective

Tout ce qui concerne la fiscalité touche les femmes âgées de près (les allocations gouvernementales sont souvent leur seul revenu). Prendra également de plus en plus de place la situation des femmes âgées des communautés culturelles, qui ont souvent peu de contacts avec le monde extérieur et qui ont des valeurs très différentes de celles de la culture dominante. Dans le même sens, la compression des services et les conditions de vie peuvent amener les personnes âgées à s'isoler davantage au sein de notre société. Les conditions d'habitation — ou d'hébergement — peuvent devenir cruciales dans les dix prochaines années.

Immigration

Points principaux des entrevues

Une question apparaît centrale pour une grande majorité des femmes de l'enquête : comment nous, de la culture dominante, pouvons-nous faire pour rejoindre les femmes immigrées de notre société ?

L'isolement est très grand chez ces femmes qui ont peu de contacts avec le monde « extérieur ». Elles sont souvent exploitées et vivent des valeurs difficiles à concilier : garder leur identité et s'intégrer à notre société.

L'intégration beaucoup plus rapide de leurs enfants et de leur conjoint à la culture dominante donne souvent naissance à des conflits familiaux d'où elles sortent meurtries, physiquement et psychologiquement.

Les cours de formation (linguistiques et autres) sont rarement disponibles à ces femmes, surtout si elles sont « parrainées ».

L'aide psychosociale qui leur est offerte ne tient souvent pas compte de leur spécificité culturelle ni des valeurs qui la sous-tendent.

Prospective

L'immigration prendra une place de plus en plus grande au Canada et apportera d'énormes problèmes pour les personnes qui viennent s'établir dans notre pays (entre autres celui de faire face aux multiples manifestations du racisme dont elles seront fort probablement la cible). Les femmes risquent d'être les plus mal prises à cause de leur isolement. Il faudra prévoir une formation spécifique des intervenantes, qui devra

tenir compte des différences de culture et des besoins propres à ces femmes.

Mouvement des femmes

Points principaux des entrevues

Parmi les thèmes abordés jusqu'à maintenant, c'est celui du mouvement des femmes qui a suscité le plus de commentaires de la part des treize femmes de l'enquête. Elles parlent de ses retombées avec fierté et émotion : « toutes les femmes du Québec ont été interpellées d'une façon ou d'une autre par le mouvement féministe, soit dans leur vie privée, soit au travail. Grâce à lui, elles ont pris conscience, à divers degrés que, comme "bonnes femmes", ça ne tourne pas rond ». Ou alors : « plus que partout ailleurs, notre discours, ici au Québec, a traversé le quotidien des gens. Ce qui n'a été le cas ni en France, ni en Belgique, ni même dans les pays scandinaves... ». Ou encore : « Les femmes ne reviendront jamais en arrière. Elles ne réintégreront jamais le foyer ». Et finalement : « Le mouvement est irréversible. Rien ni personne ne peut le faire disparaître ». Mais parallèlement à ce genre de constats d'ordre général, toutes manifestent également le besoin pressant de faire un bilan de ce qu'ont apporté les luttes féministes des vingt dernières années.

Parmi les acquis de ces luttes, on note :

- qu'il est plus acceptable d'être féministe maintenant qu'il y a dix ans,
- qu'il y a eu des changements importants apportés à notre statut devant les lois,
- que les barrières évidentes pour les femmes professionnelles semblent avoir disparu et que leurs conditions de travail sont maintenant tolérables,
- que le harcèlement sexuel est maintenant défini officiellement comme un problème socio-judiciaire,
- que les intérêts des femmes sont davantage tenus pour compte et défendus dans les groupes de pression (par exemple au sein des groupes de défense des droits des assistés sociaux),
- que l'opinion publique est davantage alertée par les conditions de vie et de travail des femmes. Le fait que 51 % des grandes compagnies canadiennes n'ont pas de femme au sein de leur

conseil d'administration n'aurait jamais fait les manchettes il y a quinze ans,

- qu'il existe beaucoup de groupes de femmes qui travaillent sur des thématiques différentes et qui se parlent entre eux,
- que les femmes se donnent du support de manière plus spontanée qu'auparavant et qu'elles se réunissent plus entre elles « pour ne pas virer l'capot »,
- que les jeunes femmes qui ont aujourd'hui vingt ans se voient offrir des choix qui n'existaient pas de façon aussi formelle pour leurs aînées. De plus, elles semblent être moins tolérantes que nous l'étions à leur âge et vont se révolter avant nous, lorsqu'elles vont avoir à affronter les innombrables manifestations du sexisme dans notre société.

En contrepartie à ces acquis, on identifie également certaines limites et certaines retombées plus négatives aux luttes qui ont été menées depuis vingt ans :

- Les acquis des vingt dernières années sont fragiles et encore contestés, entre autres devant les tribunaux (par exemple l'avortement). Ils continuent à susciter des débats que nous allons devoir mener pour encore plusieurs années,
- Le mouvement est actuellement fragmenté, éclaté, essoufflé. Il manque de cibles communes, de cohésion, de filon collectif. Contrairement aux années passées, il n'a plus de voix commune, d'organisme-chapeau genre C.S.F. ou de porte-parole charismatique à la Claire Bonenfant.
- Les militantes sont fatiguées et épuisées, et les femmes bourgeoises qui, historiquement, ont été celles qui ont le plus dénoncé le sort qui leur était fait, ont obtenu certains gains qui semblent en ce moment les satisfaire,
- Il y a récupération du discours, des mots et des dénonciations féministes, laquelle a donné naissance à une forme de sensibilisme de la part des hommes — ils pleurent sur le sort des femmes violentées, par exemple — ce qui, finalement, reflète une conscience très superficielle de la réalité des femmes et leur permet de dire « Qu'est-ce que vous voulez donc encore ? Vous avez tout eu, on a tout fait pour vous et vous n'êtes pas encore satisfaites...! »
- Certains des discours féministes d'il y a vingt ans ont eu des effets pernicieux que nous étions loin de prévoir à l'époque. Nous avons par exemple prôné l'entrée massive des femmes sur le

marché du travail salarié sans suffisamment tenir compte du danger que cette intégration au système de production — inchangé lui — pouvait représenter pour nous-mêmes (notre santé physique et mentale), pour nos enfants présents et futurs et pour nos rapports avec les hommes — eux aussi inchangés,

- Le mouvement a engendré une génération de « femmes amères » (la génération de nos mères était celle de « mères amères »). Ces femmes, souvent meurtries par les luttes continuelles qu'elles ont dû mener pour réussir leur carrière, se retrouvent à l'approche de la quarantaine, seules, avec un immense désir d'enfant, impossible à combler parce qu'elles n'ont pas de conjoint,
- Le mouvement féministe, sous sa forme actuelle, arrive mal à rallier les femmes laissées pour compte dans cette société-ci, par exemple celles qui sont pauvres, celles qui sont de couleur et de race différente de la majorité. Les pratiques mises de l'avant se limitent plus souvent qu'autrement à offrir à ces femmes du support pour qu'elles puissent être capables de survivre. Ces pratiques sont trop souvent curatives et pas assez préventives,
- Il existe au sein du mouvement une certaine pression subtile qui exige que toutes les femmes pensent la même chose. Ne faudrait-il pas plutôt que le mouvement apprenne à vivre avec différentes factions, diverses tendances, quitte à subir un certain éclatement ?

Prospective

Pour le mouvement des femmes, les points prioritaires dans les années à venir se rapportent au *discours féministe* et aux *rapports hommes/femmes*.

En ce qui concerne le *discours féministe*, la logique qui le soutient actuellement est trop souvent à caractère strictement économique et ne tient pas suffisamment compte de la dimension idéologique de l'oppression des femmes. De plus, il a tendance à être abstrait et quelquefois loin des préoccupations de la vie courante. Il existerait donc un besoin urgent de concrétiser nos propos en donnant des exemples du quotidien. Ces propos doivent, par exemple, être mieux en mesure de contrecarrer le discours nataliste qui prend de plus en plus d'ampleur au sein de nos sociétés occidentales.

Assez paradoxalement, tout en devenant plus concret, le discours féministe devra également se globaliser davantage afin de mieux tenir compte des conditions de vie et de travail des femmes du Tiers-Monde

et ainsi éviter de généraliser à partir de nos expériences de femmes blanches et bourgeoises des sociétés occidentales.

Entourant la question *des rapports hommes/femmes*, deux nécessités surgissent. D'abord celle de distinguer différents territoires d'échange : ceux où les femmes se rencontrent entre elles, ceux où les hommes vont sur le terrain que les femmes ont défini et, finalement, ceux qui sont mixtes et où les femmes et les hommes se confrontent sur des orientations, des choix de société et dont le terrain reste à définir et à créer. Et enfin, une deuxième nécessité : que les hommes et les femmes se parlent entre eux et que les femmes entendent ce que les hommes, jusqu'à maintenant silencieux, ont à dire.

Maternité/nouvelles technologies

Points principaux des entrevues

Toutes les femmes interrogées mettent en évidence les « tiraillements » que les femmes d'aujourd'hui vivent face à la maternité. La vie de travail nécessaire, la liberté de procréer ou pas grâce à la contraception, le désir d'avoir un enfant sans avoir la sécurité affective et matérielle nécessaire pour passer à l'acte, les discours de démographes qui les tiennent responsables de la dénatalité menaçante, disent-ils, pour notre survie... tout y passe.

On constate que, jusqu'à maintenant la définition de la femme, voire sa valorisation même, passait par la maternité. Aujourd'hui les femmes vivent des sentiments contradictoires, surtout celles qui approchent la quarantaine sans avoir donné naissance et qui finalement se retrouvent sans statut : « ni mère, ni épouse, ni même vieille fille traditionnelle ». Au cours des vingt dernières années au Québec, on a basculé du « tu prends les enfants que le bon Dieu t'envoie » au « c'est moi qui décide quand et combien d'enfants j'aurai ». Une transition si rapide ne se fait pas sans heurts, ni blessures...

Il est encore plus difficile pour les femmes de 20 ans de faire le choix de la maternité que pour la génération des 38/44 ans car elles n'ont pas les conditions matérielles des travailleuses permanentes syndiquées. Les Québécoises ont été très affectées par la crise économique des années 1980 — 40% des emplois perdus à travers le pays en 1982 l'étaient au Québec. Ce fait explique peut-être pourquoi la baisse de fécondité est plus grande chez-nous.

La situation précaire des mères peut aussi expliquer en partie pourquoi les femmes hésitent avant d'avoir un enfant ou avant d'en faire plusieurs. Si l'union avec un homme échoue, et « ils » sont libres de

partir du jour au lendemain, l'avenir n'est pas rose pour la femme qui reste avec les enfants... Sans travail ou alors détentrice d'un emploi aux conditions à peine vivables, cette femme verra, plus souvent qu'autrement, son niveau de vie chuter terriblement. Une telle éventualité n'a rien d'encourageant pour celles qui pensent avoir un enfant... « Ce qui est étonnant finalement, ce n'est pas que les femmes fassent moins d'enfants mais plutôt qu'elles en fassent encore » dira une des femmes de l'enquête.

Sous des allures d'expertise et d'objectivité scientifique, les démographes tiennent des discours politiques souvent traditionalistes qui visent à culpabiliser les femmes pour les ramener à la maison, sinon physiquement, très certainement psychologiquement et émotivement. Ces propos sont ensuite repris, sans aucune vision critique par les médias qui nous informent.

Les femmes sont de plus en plus menacées par les effets à long terme des maladies transmises sexuellement. Elles ont encore leur premier enfant avant 30 ans, mais l'infertilité due aux M.T.S. risque de jouer énormément dans les années à venir. Le problème risque d'être encore plus important pour les jeunes femmes de demain. Il se fait en ce moment très peu de choses au Québec au niveau de la prévention des M.T.S. « Est-ce que c'est, entre autres, parce que c'est tellement rentable pour les médecins et les compagnies pharmaceutiques, les M.T.S. ? » se demande une des interviewées.

Certaines femmes de l'enquête ont l'impression que la reproduction est devenue une affaire de « technique » : « une technique pour ne pas avoir un enfant, une autre pour en avoir... ». Le danger est donc de percevoir le corps de la femme comme un instrument, une *machine de procréation*. Les schémas masculins — extériorité, quantification, discontinuité — s'imposent de plus en plus à l'enfantement. Ceci se manifeste surtout par l'éclatement de la maternité en différentes sortes de mères. Un peu comme il existe en ce moment différentes sortes de pères, il existera bientôt « une mère qui donne l'ovule, une autre qui porte l'enfant et lui donne naissance, et une troisième qui l'adopte ». À long terme, l'imposition de ces schémas pourrait mener à une colonisation psychique des femmes sans précédent qui ferait en sorte que l'enfantement serait programmé uniquement en fonction des impératifs économiques et politiques d'une certaine société sur laquelle les femmes et la majorité des hommes auraient peu de choses à dire. Ce que l'on prétend être un choix en ce moment risque très fort de devenir un non-choix d'ici les dix ou vingt prochaines années.

Prospective

La prolifération « sauvage » des nouvelles techniques de procréation, sans qu'il y ait eu de débats autour des choix de société qui les sous-tendent, est une menace véritable. Il est donc impérieux de surveiller ces nouvelles technologies de près car elles pourraient se développer au prix de la santé physique et mentale des femmes qui en sont, volontairement ou pas, les cobayes.

Le commerce du matériel génétique demeure également une réelle éventualité. Au Québec, où il y a 700 000 bénéficiaires de « bien-être social », dont la majorité sont des femmes et où l'imaginaire collectif est passé, en moins de vingt ans, des femmes « mères de famille » aux femmes « libérées sexuellement », la tentation d'être mère porteuse va être grande. Notre province pourrait-elle alors devenir le bassin des mères porteuses de l'Amérique du Nord comme il a été celui de l'adoption pendant les années 1940 et 1950 ? Un scénario futuriste à éviter absolument et qui souligne le besoin urgent de réflexion collective sur le sujet...

Il existe aussi une urgence à développer des connaissances et des pratiques autour de la prévention des maladies transmises sexuellement. De plus en plus de jeunes femmes sont en train de mettre en péril, sans le savoir, leur fertilité future.

Pratiques de l'avenir

Trois préoccupations majeures face à la pratique auprès des femmes de demain se dégagent des propos recueillis : d'abord celle de contrecarrer les pratiques sur-spécialisées mises de l'avant actuellement, ensuite celle de donner la parole aux « femmes sans voix » de notre société et, finalement, celle d'intégrer les réalités des filles et des jeunes femmes d'aujourd'hui.

Contrecarrer les pratiques sur-spécialisées

La logique technocratique⁸ qui sous-tend actuellement les politiques gouvernementales en matière de services, donne naissance à une pratique par champ spécialisé et par population cible. Bien que cette logique ait l'avantage d'être simple et rationnelle (i.e. un petit problème = une petite intervention), elle représente néanmoins un danger réel pour la pratique auprès des femmes. Au plan de l'analyse des difficultés que rencontrent les femmes, elle nie l'existence de liens entre les différentes *manifestations* de l'oppression et l'exploitation des

femmes. Ceci aboutit à une compréhension morcelée des expériences des femmes au sein de notre société. Au plan de l'intervention, la logique technocratique mène à une gestion — et à un financement — « par crise » des difficultés rencontrées par les femmes au sein de notre société. Ce type de gestion a des répercussions énorme sur la vie quotidienne des groupes de femmes qui doivent continuellement réajuster leurs interventions, du moins sur papier, en fonction de nouvelles priorités de l'État.⁹ Plusieurs des femmes de l'enquête ont cité le dossier de la violence conjugale à titre d'exemple de ce qu'elles avançaient. Depuis trois ans, le gouvernement québécois accorde une priorité à cette question en effet très importante. Sans nier l'intérêt des solutions apportées (c'est-à-dire hébergement, formation des intervenantes, modifications des lois et des règlements, messages anti-violence dans les médias), on note que ces solutions s'attaquent seulement aux symptômes plutôt qu'aux causes socio-politiques, idéologiques et économiques de la violence faite aux femmes. De plus, cette emphase mise sur la violence en milieu conjugal sans lien apparent avec les autres formes de violence dont les femmes sont également la cible (par exemple : harcèlement sexuel en milieu de travail, viol, pornographie, pauvreté, etc.) laisse croire que ces phénomènes ont des causes donc des solutions différentes.

Pour contrecarrer cette tendance dominante, les femmes de l'enquête suggèrent deux choses : d'abord une surveillance accrue, par les groupes et les organismes féministes, des règlements et des lois afin que ces derniers reflètent davantage des projets de société que des « remèdes de crise » comme c'est le cas actuellement. Et ensuite, la mise sur pied de lieux de rencontre et de services communs qui s'adressent à des femmes de divers groupes d'âge, de cultures, de races et de classes sociales différentes, afin d'encourager le partage et la discussion et ainsi éviter de recréer les ghettos (les « jeunes », les « vieilles », les « immigrantes », etc.) qui existent au sein de la société.

Donner la parole aux femmes sans voix

Vouloir regrouper dans un même lieu et au sein d'un même groupe de service ou de revendication des femmes dont la culture, la race, la classe sociale et l'âge sont différents, n'est pas sans poser de défi pour la pratique au quotidien. Le mouvement et les pratiques féministes ont jusqu'à maintenant, surtout reflété le vécu de celles qui étaient le mieux placées pour se faire entendre, c'est-à-dire les jeunes femmes blanches de classe bourgeoise. Le temps est maintenant venu de donner la parole à celles qui ont des conditions de vie et de travail fort

différentes des nôtres. La volonté ne suffit pas à elle seule à modifier nos pratiques : il s'agit également de se donner des moyens concrets pour les transformer. Des moyens qui tiennent compte de la nature politique et idéologique du rapport qui nous lie à ces femmes et qui nous permettent d'entendre ce qu'elles ont à nous dire, de la façon et avec les mots qu'elles utiliseront pour nous le dire. Certaines approches en travail social visent déjà ce double but :¹⁰ elles sont cependant à l'état embryonnaire et doivent être davantage évaluées avec les premières personnes concernées : les femmes sans voix elles-mêmes.

Intégrer les réalités des jeunes femmes d'aujourd'hui

Étroitement liée au point précédent dans le sens des différences qui la sous-tendent, la dernière préoccupation des femmes de l'enquête touche la nécessité de développer des discours et des pratiques qui tiennent compte et qui agissent sur le fossé qui semble se dessiner entre les femmes de 40 ans et celles qui sont nées depuis les années 1960.¹¹ Ces dernières vivent dans une société fort différente de celle qui a donné naissance au féminisme moderne. Leurs expériences de vie ne sont pas celles de leurs aînées et les solutions qu'elles tentent d'apporter aux problèmes et aux contradictions auxquels elles ont à faire face, sont et vont continuer à être différentes de celles que nous avons développées depuis vingt ans. Les discours et les pratiques féministes des années à venir devront tenir compte de ces différences fondamentales. Ils devront davantage intégrer des préoccupations et des formes de résistance définies au quotidien et dont les enjeux sont identifiables et immédiats. Les femmes de 40 ans ont créé des luttes à l'image de leur époque, celles de 20 ans cherchent encore à se reconnaître dans ces luttes ou à en définir de nouvelles.

Conclusion

Il est évident que la richesse du matériel qui est ressorti de l'enquête interpelle le « Y » des femmes de Montréal. Mais je crois qu'il interpelle de façon tout aussi pressante ceux et celles qui interviennent en ce moment auprès des femmes du Québec. À ce titre, les travailleuses et les travailleurs sociaux sont particulièrement concernés par les grandes questions soulevées dans le présent document.

Paolo Freire, dans son allocution prononcée à Stockholm l'été dernier, soulignait que le contexte actuel de la pratique sociale exigeait

que les intervenants «avancent de façon critique». Ce conseil me semble particulièrement bien approprié au champ de l'intervention auprès des femmes de demain.

Notes et références

- * L'auteure tient à remercier Mesdames Lyse Blanchard, Marie-Claire Dumas, Marie Gibeau et Noëlle-Dominique Willems, du Comité de planification du « Y » des femmes de Montréal, sans qui cet article n'aurait jamais été écrit.
- ¹ International Federation of Social Workers, *Final Program Stockholm*, Suède, Social Workers World Conference, juillet 1988.
- ² *Idem*, « L'assistance sociale de demain — défis et perspectives des approches radicales en travail social », conférence E 13.
- ³ Ramesh MISHRA, *Riding the New Wave ; Social Work and the Neo-Conservative Challenge*, texte polycopié, 21p.
- ⁴ Le jugement rendu par la Cour Supérieure du Québec le 16 août dernier est un bel exemple de cette remise en question des acquis des vingt dernières années en matière d'universalité et de gratuité. En se fondant sur le fait que « nulle part on retrouve de disposition prévoyant la gratuité des services » le juge Denis Durocher de la Cour Supérieure du district de Longueuil, a reconnu le droit au C.L.S.C. Kateri de charger des frais pour l'obtention des services à domicile.
- ⁵ Voir à ce sujet : David P. Ross, *Données de base sur la pauvreté au Canada 1983*, Ottawa, Conseil canadien du développement social, 1982, p. 10 et du même organisme « Vers la réforme sociale, travail et revenu : les années 1990 » n° spécial, *Développement social en perspective*, vol. 4, n° 1, 1983, p. 11.
- ⁶ Pour plus de renseignements sur l'effet des coupures sur la situation des femmes, voir : A. EISENSTEIN, *Feminism and Sexual Equality : Crisis in Liberal America*, New York, Monthly Review Press, 1984 ; Pascal GILLIAN, *Social Policy, A Feminist Analysis*, Londres et New York, Tavestock Publishers, 1986 ; et Nancy GUBERMAN, « Qui va prendre la place de l'État-providence ? une analyse des politiques sociales et fiscales québécoises », dans : *SPAN Canadian Social Policy Review / Revue canadienne de politiques sociales*, n° 13, 1985 ; 26-31. Pour une description plus détaillée des effets des coupures sur la pratique sociale québécoise, voir la recherche de J. LAMOUREUX et F. LESEMANN, « Les filières d'action sociale — Les rapports entre les services sociaux publics et les pratiques communautaires », soumise à la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Gouvernement du Québec, 1987 ; l'article de Jean PANET-RAYMOND, « Nouvelles pratiques des organisations populaires... Du militantisme au bénévolat au service de l'État », *Service social*, vol. 34, n°s 2 et 3, 1985 : 340-352 ; de N. LEGOT et P. LENOIR, « Le petite vie d'un travailleur social par les temps qui courent », *Intervention*, n° 68, 1984 : 13-20.
- ⁷ N. GUBERMAN, H. DORVIL et P. MAHEU, *Amour, bain, comprimé ou l'ABC de la désinstitutionnalisation*, recherche soumise à la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Gouvernement du Québec, 1987.
- ⁸ Pour une excellente description de ce type de logique, voir : David FORBES, « Counselling in crisis », *Catalyst*, n° 20, 1986 : 53-84.

- ⁹ Voir à ce sujet le mémoire soumis par le R des centres de femmes à la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, Gouvernement du Québec, 1986.
- ¹⁰ À titre d'exemple d'approches qui tiennent compte de la nature politique du rapport d'intervention, voir l'article de Maurice Moreau intitulé « L'approche structurelle en travail social : implications pratiques d'une approche intégrée conflictuelle » et celui de l'auteure intitulé : « L'intervention féministe en termes de rapports sociaux ou l'art de survivre sur la corde raide en talons hauts », tous deux parus dans le dernier numéro de la revue *Service social* portant sur les approches intégrées.
- ¹¹ Un court témoignage paru dans *La Presse* du 22 août dernier intitulé *Féminisme : le fardeau de la bonne cause* et signé France Paradis, décrit bien à notre avis l'expérience des jeunes femmes de 20 ans face à leurs aînées. « Nous voilà prises au piège de l'héritage ; d'un côté, une fiévreuse Histoire de luttes, faite de femmes nobles et généreuses, de bons sentiments, de solidarité assoiffée. De l'autre côté, il y a les dettes [...] Et surtout, il y a vos attentes, rendues démesurées par le fol espoir que celles qui suivent obtiendront réparation de toutes les offenses et injustices de l'Histoire des femmes. C'est le fardeau. » Ce fardeau est d'autant plus lourd à porter, nous dit l'auteure, qu'il est souvent accompagné de mépris de la part de celles qui ne comprennent pas les priorités des femmes plus jeunes qu'elles. Paradis termine son texte par une mise au point importante : « les petites filles d'hier n'ont pas jeté la serviette seulement, à chacune son histoire. » C'est une mise en garde que nous croyons importante à écouter...